



Grâce à son expérience à la direction de programmes de développement à l'ONU d'abord, aujourd'hui à l'OCDE, P.M. Henry, 58 ans, est l'un des spécialistes des problèmes qui se posent au Tiers-Monde. Il a publié en 1975 un ouvrage « La force des faibles », réquisitoire sévère contre la politique des états industrialisés à l'égard des pays moins développés. Depuis mars 1972, il est président du Centre de Développement de l'OCDE, mais c'est en tant que président de l'Atelier Méditerranéen de Prospective qu'il analyse ici les conflits en puissance dans l'espace méditerranéen.

NOMBRE D'OR OU INDICE DE CROISSANCE

Paul-Marc Henry*

Parler de l'an 2000, c'est se fixer un horizon temporel précis. Il s'agit, dans une vision prospective, d'observer la réalité actuelle sous toutes ses formes, de déterminer les faits porteurs d'avenir et de les distinguer de ceux qui, tout en faisant partie de cette même réalité, représentent seulement les étapes ultimes d'un développement antérieur (qui aurait pu être analysé dans ses étapes initiales, vers les années 1950). C'est tenir compte des tendances lourdes et irréversibles, c'est aussi faire sa place à la pré-éminence, de la volonté humaine, de la capacité des groupes humains concernés de recevoir des messages et d'infléchir leur action pour essayer d'éviter des conséquences estimées non désirables à moyen et à long terme. C'est également tenir compte des forces d'inertie et de la vitesse acquise. La notion d'horizon temporel du développement doit être examinée en fonction des objectifs cherchés par les différents groupes humains intéressés. Ceux-ci ne coïncident pas nécessairement dans le temps, bien qu'ils s'inscrivent dans un espace géographique et écologique, présentant, vis de l'extérieur, une certaine unité. (Le cadre méditerranéen à cet égard reste à définir plus précisément.) Les conditions observables du développement économique et ses rapports avec le cadre écologique concerné dans le bassin méditerranéen au sens le plus large, révèlent que le quart nord-ouest de cette région tend vers une certaine maturité démographique (croissance zéro), tandis que le quart nord-est (y compris la Yougoslavie) et toute la partie sud et sud-est se trouve précipitée dans une accélération démographique sans précédent dans l'histoire de la région. Ainsi se dessine une prédominance d'éléments jeunes se situant délibérément dans une vision définie et ne cherchant nullement à établir un équilibre dynamique qu'ils n'ont jamais connu (si tant est qu'il ait existé) entre les ressources naturelles et les besoins d'une humanité de plus en plus nombreuse, de plus en plus consommatrice de biens fongibles et de biens durables.

La région méditerranéenne, à cet égard, s'inscrit dans le problème fondamental du problème Nord-Sud. Il s'agit de faire face à la nécessité d'un accroissement

de consommation répondant aux besoins essentiels d'une portion croissante de l'humanité jusqu'à maintenant située à un niveau proche de la simple subsistance. Celle-ci entend maintenant le dépasser, dans une coexistence et une interdépendance nécessaires dans un espace commun avec l'autre portion de l'humanité qui a atteint un niveau de vie plus satisfaisant par une utilisation plus efficace des ressources de base telles que l'espace, l'eau, l'air et l'ensemble des ressources renouvelables et non renouvelables qu'offre le globe.

Un problème Nord-Sud

Cette différence d'horizon temporel est clairement analysable dans le domaine du développement industriel. Dans les régions développées, les investisseurs rencontrent des difficultés de plus en plus grandes pour dégager les capacités d'investissement permettant le renouvellement et l'extension de leur système à haute technologie. Les conditions générales du marché financier et les phénomènes d'inflation amènent à une hausse générale du loyer de l'argent et au découragement des volontés d'investissement à long terme, précisément dans un horizon qui rejoindrait l'an 2000.

Au même moment, les Pays en Voie de Développement se fixent pour objectif d'accroître rapidement leur propre capacité industrielle, afin d'assurer à la fois l'emploi et l'élévation du niveau de vie d'une population de plus en plus jeune et de plus en plus nombreuse. Or, cette création d'industries (qui peut se combiner dans certains cas avec des transferts et des redéploiements en provenance de la zone nord) ne peut pas ne pas tenir compte des contraintes temporelles et écologiques. Paradoxalement, les pays sous-industrialisés sont plus « pressés » que les pays industrialisés, mais les facteurs d'inertie politique, administrative et technologique sont tels que le délai qui sépare une prise de décision quant à l'orientation générale des investissements et la réalité du projet (c'est-à-dire l'arrivée sur le marché national et international de produits résultant de cette industrialisation) peut atteindre 10 à 15 ans. Ce délai se combine à l'inflation généralisée dans les pays industrialisés et à la tendance

permanente de la détérioration des termes de l'échange affectant les pays en voie d'industrialisation (qu'ils soient pauvres ou riches). Ainsi se complique immensément la tâche des planificateurs. Le travail prospectif devient de plus en plus délicat puisqu'il doit tenir compte de séquences et de cycles différents opérant dans le même espace écologique.

Cette « viscosité » des processus de décision et de mise en œuvre des ressources financières et techniques, qu'elles soient apportées de l'extérieur ou de provenance locale joue d'ailleurs un rôle véritablement obsessionnel pour les dirigeants des pays sous-développés qui, même lorsqu'ils disposent de ressources naturelles abondantes, (comme le pétrole dans le Golfe ou le gaz naturel dans les zones algériennes et sahariennes) ont le sentiment que le temps est leur ennemi plus que leur allié. Finalement, leur projet de développement devient une véritable course contre la montre où l'heure serait marquée à la grande aiguille par l'accroissement de la population et de ses besoins, à la petite aiguille par l'épuisement de leurs ressources naturelles, pendant que l'aiguille des secondes marque sans répit l'enchérissement des coûts de production et d'investissement.

30 millions de touristes

Le fait que ces problèmes soient discutés sous tous leurs aspects par les instances d'étude et de conseil et éventuellement par les instances supérieures de décision ne doit pas faire illusion sur la capacité de ces dernières à maîtriser un processus complexe lié essentiellement à l'aspiration généralisée vers un niveau de vie plus élevé, c'est-à-dire en dernière analyse vers une consommation accrue des biens et des espaces de tous ordres. Déjà, et bien que l'Europe occidentale devienne progressivement une zone de dépression démographique, (en particulier dans sa région centrale et dans sa région nord) tout se passe comme si l'élévation rapide et tangible du niveau de vie des masses européennes au cours des 20 dernières années s'était traduit pour la région méditerranéenne par des mouvements de population comparables à des migrations de masse. Les côtes nord de la Méditerranée

* Directeur du Centre de développement de l'OCDE.



reçoivent des flux annuels de plus de 30 millions de touristes, concentrés essentiellement pendant les mois d'été. En fait ces zones littorales doivent s'organiser sur le plan de l'équipement et de l'utilisation de l'espace pour accueillir 30 millions de personnes, c'est-à-dire les loger, les nourrir, les transporter et leur permettre de communiquer. Les conséquences de ces phénomènes sont équivalentes à celles d'un accroissement massif d'une population semi-nomade cherchant à consommer massivement et rapidement sans aucune responsabilité pour le maintien à long terme des équilibres fragiles locaux déjà menacés par la population résidente. Des mouvements de masse d'une toute autre origine affectent l'ensemble du bassin méditerranéen, dans le sens nord-sud et dans le sens est-ouest, à savoir les migrations de travailleurs qui atteignent les chiffres de 15 millions de personnes. Certaines ne se concentrent pas sur le pourtour méditerranéen, mais leur mou-

vement affecte soit les pays d'origine, soit les pays de destination d'une manière extrêmement importante, en liaison directe avec la dépopulation des zones rurales et la surpopulation des zones urbaines.

Le temps : une obsession

Cette intensification des mouvements de personnes est liée à une internationalisation des flux physiques de tous ordres dans le domaine des transports routiers ainsi que les domaines maritime et aérien (il suffit de penser à l'impact du tourisme européen sur le trafic des aéroports, tels que Palma de Majorque, Nice, Tunis, etc.). Il faut y ajouter le prodigieux accroissement du trafic pétrolier est-ouest et nord-sud à travers la Méditerranée, ainsi que celui du volume et du mouvement des plus grandes flottes de guerre jamais rassemblées dans une zone aussi limitée. L'on conçoit dans ces conditions que le problème le plus évident

qui doit nous préoccuper est celui de la surcharge : surcharge de l'espace, surcharge des consommations, surcharge des populations et concentration excessive sur le littoral. L'on aborde donc les prochaines 20 années dans une perspective d'accélération des consommations et des mouvements de tous ordres dont fort peu répondent à des décisions murement réfléchies et résultant de consultations mutuelles en vue d'une harmonisation possible. La limite des ressources naturelles telles que l'eau et l'espace semble déjà atteinte dans bien des cas. Dans l'état de tension qui existe dès maintenant entre la demande effective de biens de consommation et de biens de longue durée, tels que l'espace et la capacité de la zone méditerranéenne littoral et proche littoral d'y répondre, il est indispensable et urgent de reprendre la question* dans son ensemble. Il faut examiner secteur par secteur et de manière prospective les impacts prévisibles et mesu-



rables de chaque décision qui s'inscrit dans une perspective de développement mais qui, en même temps représente une charge nouvelle pour le système écologique existant, déjà lourdement hypothéqué par les demandes antérieures. On sait, par expérience, combien il est difficile d'étudier de manière intégrée les problèmes d'écologie et de développement d'un espace limité (citons, l'exemple du Delta du Rhône ou du Delta du Pô). On sait également que le milieu marin, pris dans l'ensemble, requiert une approche intégrée qui va des disciplines de l'océanographie jusqu'à la politique la plus détaillée et la plus précise du comportement des navires en mer en y faisant rentrer tous les rejets industriels et urbains des zones et des cités littorales en plein développement. Il ne s'agit de rien moins que de mobiliser toutes les ressources intellectuelles des organismes responsables chargés des fonctions d'observation, de mesure et

de réflexion dans tous les domaines affectant le développement économique (industrie, culture, logement, tourisme, pêche, etc.) en vue de préparer, dès maintenant, des scénarios alternatifs qui feront ressortir aussi bien les contraintes que les possibilités de choix de la part des décideurs à tous les niveaux. Cette œuvre, par définition, est internationale. Elle ne peut se limiter aux instituts de recherche et aux spécialistes de la seule région puisque la région méditerranéenne elle-même représente le carrefour essentiel où se rencontrent activement Européens, Africains et Asiatiques, et qui est, à l'échelle mondiale, le point névralgique de la géopolitique de la confrontation (que l'on voudrait pacifique) entre les deux superpuissances. Certes l'évolution actuelle et son accélération ne peuvent être ralenties, pas plus qu'on ne peut espérer freiner immédiatement une rivière en crue descendant des hauteurs de l'arrière-pays méditer-

*Une portion croissante de l'humanité, jusqu'à maintenant à un simple niveau de subsistance.
Un yacht d'Onassis à Scorpios (Grèce).*

ranéen. Mais, comme pour les rivières torrentielles, on peut tracer des lits et proposer des directions alternatives qui feront que le fleuve n'emporte pas sur son passage les fragiles constructions situées trop près de son flot impétueux. Pythagore avait perçu clairement, dans une Méditerranée alors innocente (et à peu près vide) que le progrès de l'homme consiste à atteindre l'harmonie et la paix dans le respect du nombre d'or. Il ne faudrait pas confondre celui-ci avec un simple indice de croissance du produit brut.

P. M. H.

* Des rapports entre le développement et les écosystèmes méditerranéens.